

8 MARS 2025 ÉGALITAIRE ANTIFASCISTE

L'Éducation nationale est quasiment une anomalie pour l'extrême droite, pour qui éduquer les enfants est une tâche naturellement dévolue aux femmes. Elle les rêve à la maison, prônant leur « liberté de ne pas travailler », le renforcement de l'enseignement en famille, la suppression des écoles maternelles... Les sections féminines de ses différents courants montrent l'exemple, vilipendant le féminisme ou l'instrumentalisant à des fins racistes, bonnes élèves du patriarcat persuadées peut-être d'échapper ainsi à une violence masculine qui ne les épargne pourtant pas.

L'Éducation nationale fait cependant l'objet d'un vif intérêt fasciste : car elle est stratégique dans la guerre culturelle engagée par l'extrême droite pour arriver au pouvoir par les urnes. Identitaires, nationalistes et réacs de tous poils, tous et toutes hostiles aux droits des femmes et des minorités

sociales, y bénéficient déjà de relais dont le site Questions de classe a ébauché récemment la cartographie. Sous-traitant les sujets les plus clivants à l'extrême droite non-« normalisée », l'extrême droite « normalisée » (le RN) n'a pas changé de nature : ses programmes pour l'École annoncent la redéfinition nationaliste des volumes horaires à l'écrasant profit d'un français figé, la réorientation des enseignements vers l'exaltation identitaire, la suppression de la prévention (l'EVARS étant vu comme « idéologique ») contre les MST ou les violences sexistes et sexuelles. L'extrême droite serine qu'il faut « chasser l'idéologie pédagogue » de l'École – autrement dit chasser les pédagogues, et avec, tout ce qui ne cadre pas avec son interprétation politique néo-fasciste de la science. Les modèles italien, hongrois ou argentin annoncent une école militarisée. Pour les personnels LGBTQIA+, racisés, syndicalistes

ou souhaitant simplement rester fidèles aux valeurs républicaines actuelles, le licenciement serait presque un moindre mal : dans les municipalités d'extrême droite, qui en sont le laboratoire, humiliations, insultes, menaces, harcèlement contre les personnels de l'Éducation récalcitrants sont monnaie courante, de la part d'élu·es ou de collectifs de parents militants – qui se sont déjà targués de leurs méthodes au Sénat. Héritière du fascisme, hostile à toutes les minorités sociales dans ses votes actuels, **l'extrême droite au pouvoir porterait à son paroxysme toute l'exclusion et le tri social dont est capable l'institution scolaire**, établissant contre les personnels précarisés et les élèves brutalisé·es un tout-répressif féroce et ultra violent : son idéologie, viriliste et masculiniste par essence, doit être combattue sans relâche.

La CGT Éduc'action, comme la CGT, est et restera féministe donc antifasciste.

SALAIRES, RETRAITES : LE COMBAT CONTINUE

Les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes sont liées au fait que les femmes sont confrontées au « plancher collant » car concentrées dans les emplois à temps partiel et avec des bas salaires, aux « parois de verre » car dans des filières les moins rémunérées et au « plafond de verre » car accédant moins aux postes à responsabilité.

Dans l'Éducation nationale, l'exemple des AESH où les femmes sont surreprésentées (93%) est éclairant : un temps de travail souvent incomplet avec un salaire mensuel moyen de 900 €.

De même les femmes sont plus nombreuses dans la catégorie C de la filière administrative, alors qu'elles ne sont que 37% dans l'encadrement supérieur.

Les écarts de salaire entre les femmes et les hommes peuvent atteindre jusqu'à 18% (catégorie A non enseignants) l'indemnitaire jouant particulièrement un rôle en défaveur des femmes. Et en moyenne, les femmes touchent une retraite inférieure de 300 €.

Pourtant l'index égalité du ministère de la fonction publique, fait état d'excellents résultats alors même que la Cour des comptes dénonce un index qui « *tend à invisibiliser les inégalités réelles entre femmes et hommes, et ne s'accompagne pas toujours de pratiques plus vertueuses en matière d'égalité professionnelle* ».

Continuons donc à revendiquer l'égalité salariale, un des leviers pour financer le retour à la retraite à 60 ans.

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES ENSEMBLE OBTENONS :

8 MARS
2025

L'ÉGALITÉ DANS L'EMPLOI,
LA CARRIÈRE,
LA FORMATION CONTINUE,
LA SANTÉ,
LA VIE PERSONNELLE,
LA RETRAITE

LE RESPECT DU DROIT
À DISPOSER DE SON CORPS
ET UN ACCÈS À
L'AVORTEMENT SUR TOUT
LE TERRITOIRE

LA MISE EN ŒUVRE
RAPIDE DE LA FORMATION
DE TOUS LES PERSONNELS
POUR L'APPLICATION
RÉELLE DU PROGRAMME
DE L'EVARS

LE DROIT
À UN ENVIRONNEMENT
DE TRAVAIL SANS
PRESSION SEXISTE,
SANS HARCÈLEMENT
ET SANS VIOLENCES
SEXUELLES

LE DÉGEL DE LA VALEUR
DU POINT D'INDICE
AVEC LE RATTRAPAGE
DES PERTES ANTÉRIEURES

UN VRAI PARTAGE
DES TEMPS SOCIAUX :
VIE PROFESSIONNELLE,
FAMILIALE ET
SOCIALE



LA CGT ÉDUC'ACTION APPELLE L'ENSEMBLE DES PERSONNELS
À SE METTRE EN GRÈVE OU À SOUTENIR LES GRÉVISTES LE 8 MARS
ET À REJOINDRE LES MANIFESTATIONS AUTOUR DE CETTE DATE

CGT Éduc'action 33

Bureau 101 44 Cours Aristide Briand – 33000 Bordeaux - Tel 05 56 91 80 54 – email cgteducation33@gmail.com

Internet www.cgteducation33.fr - Insta @cgteducation33